L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.
Bureau : 13 rue du Charlevoix.
NOUVELLE-ORLEANS.
SAMEDI, 15 MARS 1890.

# PETITES ANNONCES.

**LE DOCTEUR ROBERT U. BORDE** a établi son bureau de consultation au No 219 de la rue du Canal, près Remparts.
15 mars—7 f.

**DEMANDES D'EMPLOI.**

FEMME, parlant et écrivant français, italien, espagnol et un peu l'anglais, désire trouver emploi, une compagne dans la famille ou comme femme de chambre. S'adresser H. Grasso, 17 Madison.
10 mars—7 f.

**ON DEMANDE.**

UN jeune homme de 15 ans peut trouver de l'emploi en se présentant au Restaurant et Bureau de vente dans une épicerie. Il faut qu'il sache conduire un peu dans la partie.
15 mars—2f

CENT bûcheurs recherchés pour faire du bûchage de cèdres pour dames. Tie l'emploi toute l'année pour les plus compétentes. Rotolo & Lefranc, 171 rue Remparts.
17jan—

# ANNONCES JUDICIAIRES.

**Margaret Walsh vs Peter Ford.**

ETAT DE LA LOUISIANE.—COUR CIVIL de District pour la paroisse d'Orléans. Ce certifie par le présent que le 5me jour de mars 1890, jugement a été rendu dans la susdite Cour, dans l'affaire entre toutes les mêtes comme suit, à savoir :—

Marie Walsh, épouse Peter Ford.—No 29,231. —Sur motion de Paul L. Bourchy, avocat pour la plaignante, et on produisant à la cour les preuves de la demande de la plaignante, la cour ne rend équite jugement par défaut rendu le 24me jour de février 1890 soit maintenant confirmé et déclaré final, et en conséquence la susdite jugement final en faveur de la plaignante, Mme Margaret Walsh, épouse de Peter Ford son mari, demanderesse, et contre le défendeur, Peter Ford, déclarant une dissolution de la communauté d'acquêts existant auparavant entre ses et les défendeur, et la séparation de biens entre la petitionnaire et son mari et reconnaissant ses droits comme tel de mobilier et de confection, au No 1427 rue Bourbon, comprenant un propre de la susdite rapporna s et séquestre, et que la pétitionnaire soit désormais autorisée à poursuivre en son nom propre, et que la défenderesse paie les frais.

Jugement rendu le 5 mars 1890.

Jugement signé le 11 mars 1890.

(Signé) H. RIGHTOR, Juge.

En témoignage duquel j'ai apposé ma signature et le sceau de la Cour, dans la ville de la Nouvelle-Orléans, ce 11me jour de mars de l'année de Notre Seigneur mil huit cent quatre-vingt-dix.

JULES VIENNE, Député Greffier.

12 mars—12 15 25

## VENTES PAR LE CONSTABLE.

**Mme Veuve Nicholas Mandry vs. Mme**

PREMIERE COUR DE CITE DE LA NOUvelle-Orléans. No 17,390—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Hon. H. H. Pitch, juge de la Première Cour de Cité de la Nouvelle-Orléans, je procéderai à la vente à l'encher publique, à mon magasin, No 152 rue Lafayette, entre les rues St-Charles et Carondelet le MARDI, 18 mars 1890, à midi, de la propriété ci-après décrite, à savoir :

Un lot de marchandises de toutes sortes, consistant en marchandises générales, etc.

Conditions—Comptant sur les lieux.

M. FARRENTELLI
Constable de la Première Cour de Cité de la Nouvelle-Orléans.

8 mars—6 12 18

## AVIS DE SUCCESSION.

**Succession de Cesar Jones.**

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 28,643—Division C.—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte final présenté par George Augustus Breaux, administrateur de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément à la loi.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS, Greffier.

15 mars—15 20 24

**Succession de Pierre Roy et de Vve Soirez Caseau, sa femme.**

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans. No 29,628—Division C. Attendu que Emile Roy et Ernest Roy ont pétitionné à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu Pierre Roy et de Victoire Caseau, sa femme, décédés intestats, avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS, Greffier.

15 mars—15 20 24

**Succession de Charles De Ruyter.**

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 29,590—Division A.—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte final présenté par John Dalton, exécuteur testamentaire de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément à la loi.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS, Greffier.

15 mars—15 20 24

**Succession de Josephine Julie Roy.**

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA Paroisse d'Orléans.—No 29,610—Division E.—Attendu que Elisa Decuir, femme de Joseph Hardee a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feue Josephine Julie Roy, décédée intestat : avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS, Greffier.

13 mars—13 19 22

**Succession de G. Alexander.**

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans. No 29,522—Division C. Attendu que Mme Hermann Kottwitz a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu G. Alexander, décédé intestat : avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS, Greffier.

13 mars—13 19 22

**Succession de Nicholas Blum.**

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 29,353—Division A.—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte final présenté par Georges Augustus Breaux, administrateur de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément à la loi.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS, Greffier.

11 mars—11 18 24

**Succession d'Emma Blum.**

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans. No 29,352—Division C. Attendu que Mme Hermann Kottwitz a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feue Emma Blum, décédée intestat : avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS, Greffier.

11 mars—11 15 20

**Succession de Frank Vallegone.**

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA paroisse d'Orléans.—No 28,579—Division D. —Attendu que Jean Vallegone-Vidal a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu Frank Vallegone, décédé intestat ; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS, Greffier.

12 mars—12 16 21

**Succession d'Adam Thomson.**

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 27,277—Division C. Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte provisoire présenté par Mme Elma Thomson, exécutrice testamentaire de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément à la loi.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS, Greffier.

8 mars—6 11 15

## AVIS AUX CREANCIERS

ETAT DE LA LOUISIANE.—COUR CIvile de District pour la Paroisse d'Orléans.—Emile Bassac.—Ce jourd'hui vendredi, 7me jour de mars 1890.—Ordre est donné par le présent exemplaire par le cour pour la libération de Emile Bassac, et est en outre ordonné que ladite exemplaire soit conservée au greffe pendant l'espace de trois mois, conformément à la loi. Que la première assemblée des dits créanciers soit convoquée au bureau du Commissaire Auguste Jean F. Colby, notaire, au No 1426, rue Carondelet, No 1426, en cette ville, le LEUDI, 17me jour d'avril 1890, à 11 heures, A. M., dans le but de délibérer sur le sort ire de la dite faillite, entre autres questions qui pourront être soumises et qu'alors l'actif de la dite succession sera vendu par le dit Commissaire pour être distribué entre les créanciers justifiés, suivant la loi. Que le Commissaire donne avis de la dite assemblée par publication dans le journal français de cette ville, pendant trois jours consécutifs, et par lettre aux créanciers connus ou leurs agents ou représentants légalement constitués.

Nouvelle-Orléans, 12 mars 1890.

(Signé) FRED D. KING, Juge.

Pour copie conforme :

JAS D. RANKIN, Député Greffier.

13 mars—13 24—17 avril

**Murray & Berger vs J. B. Giandi.**

PREMIERE COUR DE CITE DE LA Nouvelle-Orléans. No. 17,207—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Honorable H. H. Pitch, juge de la Première Cour de Cité de la Nouvelle-Orléans, je procéderai à la vente à l'encan public, à mon magasin, No 152 rue Lafayette, entre les rues St-Charles et Carondelet le MARDI, 18 mars 1890, à midi, de la propriété ci-après décrite, à savoir :

Un lot de groceries, etc., d'après inventaire enregistré en mon bureau et aussi dans l'affaire ci-dessus intitulée et numérotée.

Conditions—Comptant sur les lieux.

M. FARRENTELLI
Constable de la Première Cour de Cité de la Nouvelle-Orléans.

8 mars—6 12 18

## AVIS DE SUCCESSION.

**Succession de Cesar Jones.**

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 28,643—Division C.—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte final présenté par George Augustus Breaux, administrateur de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément à la loi.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS, Greffier.

15 mars—15 20 24

**Succession de Pierre Roy et de Vve Soirez Caseau, sa femme.**

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans. No 29,628—Division C. Attendu que Emile Roy et Ernest Roy ont pétitionné à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feue Pierre Roy et de Victoire Caseau, sa femme, décédés intestats, avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS, Greffier.

15 mars—15 20 24

**Succession de Charles De Ruyter.**

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 29,590—Division A.—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte final présenté par John Dalton, exécuteur testamentaire de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément à la loi.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS, Greffier.

12 mars—12 15 25

**Succession de Josephine Julie Roy.**

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA Paroisse d'Orléans.—No 29,610—Division E.—Attendu que Elisa Decuir, femme de Joseph Hardee a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feue Josephine Julie Roy, décédée intestat : avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS, Greffier.

13 mars—13 19 22

**Succession de G. Alexander.**

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans. No 29,522—Division C. Attendu que Mme Hermann Kottwitz a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu G. Alexander, décédé intestat : avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS, Greffier.

14 mars—14 19 23

**Interdiction de Veuve Jos. Allen.**

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA paroisse d'Orléans.—No 19,353—Division D.—Avis est par le présent donné aux personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte final présenté par George E. Kerr, curateur de la succession de cette interdite, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément à la loi.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS, Greffier.

11 mars—11 15 19

**Succession de Jacques Bloom.**

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA paroisse d'Orléans.—No 29,353—Division A.—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte provisoire présenté par Mme Elma Thomson, exécutrice testamentaire de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément à la loi.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS, Greffier.

8 mars—6 11 15

## AVIS AUX CREANCIERS

ETAT DE LA LOUISIANE.—COUR CIvile de District pour la Paroisse d'Orléans.—Emile Bassac.—Ce jourd'hui vendredi, 7me jour de mars 1890.—Ordre est donné par le présent exemplaire par le cour pour la libération de Emile Bassac, et est en outre ordonné que ladite exemplaire soit conservée au greffe pendant l'espace de trois mois, conformément à la loi. Que la première assemblée des dits créanciers soit convoquée au bureau du Commissaire Auguste Jean F. Colby, notaire, au No 1426, rue Carondelet, No 1426, en cette ville, le LEUDI, 17me jour d'avril 1890, à 11 heures, A. M., dans le but de délibérer sur le sort ire de la dite faillite, entre autres questions qui pourront être soumises et qu'alors l'actif de la dite succession sera vendu par le dit Commissaire pour être distribué entre les créanciers justifiés, suivant la loi. Que le Commissaire donne avis de la dite assemblée par publication dans le journal français de cette ville, pendant trois jours consécutifs, et par lettre aux créanciers connus ou leurs agents ou représentants légalement constitués.

Nouvelle-Orléans, 12 mars 1890.

(Signé) FRED D. KING, Juge.

Pour copie conforme :

JAS D. RANKIN, Député Greffier.

15 mars—15 24—17 avril


# ATTRAIT SANS PRECEDENT!

## PLUS D'UN MILLION DISTRIBUE.

L. S. L.

Compagnie de Loterie de l'Etat de la Louisiane.

Incorporée par la Législature, dans un but de charité et pour aider au développement de l'enseignement public.

La création de la Compagnie a été ratifiée, par un vote populaire sanctionné et reconnue par la présente Constitution de l'Etat, adoptée le 2 décembre 1879.

Les grandes tirages semi-annuels qui en découlent auront lieu régulièrement (Juin et Décembre), et les grands tirages à numéros simples qui auront lieu tous les autres dix mois de l'année, et tous ces tirages auront lieu en public, à l'Académie de Musique, à la Nouvelle-Orléans.

Un certain terrain situé dans le premier district de cette ville, borné par la rue du Canal, Commune, Palmyre, Roman et Prieur, connu comme le carré No vingt-huit ; le dit terrain faisant face sur la rue du Canal les lots vingt-cinq et sept, et mesurant trente-huit pieds de façade sur Palmyre sur cent pieds de profondeur en arrière des lots susdits.

Ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, consistant en un cottage de deux portes, numéros 47 et 49 de la rue Palmyre, et avec tous les droits, passages et avantages qui s'y trouvent ou qui en pourront ci-après valoir.

Etant la même propriété acquise par la défenderesse, par acte de Mlle M. J. Cunningham, par acte passé devant B. Rouen, notaire, le 16 février 1886.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant sur les lieux.

CHAS. W. DROWN,
Shérif Civil de la paroisse d'Orléans.

24 fév—24—5 10 17 24 29 mars

**Vente de propriétés améliorée rue Troisième, entre Claiborne et Willow, nombre de pieds sur la rue en arrière étant la rue Quatrième.**

**Eureka Homestead Société vs M. et Mme Christian E. Painter.**

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 28,760.—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'encher publique, à la porte du Palais de Justice, No 421 rue Royale, entre Conti et St-Louis, en cette ville, le SAMEDI, 29 mars 1890, à midi, de la propriété ci-après décrite, à savoir :

Un certain terrain, ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations et tous les droits, passages privilèges, servitudes et avantages y appartenant ou quelque sorte, situé dans le Quatrième District de cette ville et de l'ancienne Ville de Lafayette, et désigné par le No municipal 403, ancien numéro, le carré 43, borné par les rues Troisième, Quatrième, Claiborne et Willow (ci-devant Wilkinson), le dit terrain est désigné par le No 5 et mesure vingt-neuf pieds de façade rue Troisième, sur cent vingt pieds de profondeur entre lignes parallèles, borné du côté de la rue Claiborne, par le terrain No 4, actuellement ou anciennement possédé par Mme Christian E. Painter, épouse de cette ville, et du côté de la rue Willow, par le terrain No 6 actuellement ou anciennement possédé par Elias Lee, de cette ville, le tout plus amplement figuré au Plan de Young, en date du 1er février 1871, dressé par le défunt Wm Shannon, ancien notaire en cette ville.

Acquis par Mme Christian E. Painter, par acte de la défenderesse, par acte passé pardevant Marcel T. Ducros, notaire, le 22 décembre 1887.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant sur les lieux.

CHAS. W. DROWN,
Shérif Civil de la Paroisse d'Orléans.

9 mars—8 10 17 24 31—5 avril

**Vente de propriété de valeur améliorée.**

Avenue St. Charles entre les rues General Taylor et Peniston, dans l'lot borné par les dites rues et la dite avenue.

**Mme Margaret Vicknedon, administratrice vs James L. Bradford.**

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 28,899—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la susdite paroisse, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'encher publique, à la porte des Encanteurs, Nos 72 et 74 rue St-Charles, entre Gravier et Commercial Place, dans le premier district de cette ville, le SAMEDI, 29 mars 1890, à midi, de la propriété ci après décrite, à savoir :

Quatre terrains avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, situés dans le Sixième District de cette ville, et désignés comme les Nos 1, 2, 3 et 4 au carré d'lot numéro vingt-trois borné par les rue Gené et Taylor, Pitt, Peniston et St. Charles et dit carré connu sur le carré de la rue St Charles à la rue Pitt. Le terrain No 1 forme le coin de rue St Charles et Peniston et a trente pieds de façade sur la dite mesure vingt-un pieds en profondeur entre lignes parallèles de façade rue St Charles, sur une profondeur de façade rue Peniston de cent quatre-vingt-trois pieds quatre pouces et demi aux lignes, sur une profondeur du côté opposé le divisant du terrain No 2, de cent quatre-vingt-trois pieds avec une façade sur la dite rue Pitt de trente pieds. Le terrain No 2 mesure trente pieds de façade rue St Charles sur cent quatre-vingt-trois pieds rue Pitt, et une profondeur de cent quatre-vingt-un pieds du côté de la ligne le séparant du terrain No 1. Le terrain No 3 et mesurant trente pieds de façade rue St Charles sur cent quatre-vingt huit pieds du côté opposé de la ligne le séparant du terrain No 2. Le terrain No 4 et mesurant trente pieds de façade rue St Charles ; la même façade rue Pitt, sur une profondeur de cent quatre-vingt-huit pieds, six pouces, cinq lignes sur la ligne du terrain No 3 sur une profondeur de cent quatre-vingt-dix pieds cent pouces et sept lignes sur la ligne du terrain No 5.

Les terrains 1 et 2 acquis par le défendeur de Jean Baptiste Bach, avec partie devant W. H. Seymour, notaire, le 14 août 1886, et les terrains 3 et 4 acquis par le défendeur de Benjamin Campbell et autres par acte pardevant W. H. Seymour, notaire, le 16 août 1887.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant sur les lieux.

CHAS. W. DROWN,
Shérif Civil de la Paroisse d'Orléans.

24 fév mars 3,10,17,24,29

## ANNONCES JUDICIAIRES.

**VENTES PAR LE SHERIFF.**

**ANNONCE JUDICIAIRE.**

**Vente de Propriété Améliorée dans le Troisième District.**

**Third District Building Association vs Benjamin F. Moore.**

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 29,269—En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'Hon. Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'encher publique, à la Bourse des Encanteurs, Nos 72 et 74 rue St-Charles, entre rue Gravier et Commercial Place, dans le Premier District de cette ville, le SAMEDI, 29 mars 1890, à midi, de la propriété ci-après décrite à savoir :

Un certain terrain, ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations et tous les droits, passages privilèges, servitudes qui y appartiennent ou quelque sorte, situé dans le Troisième District de cette ville, et désigné comme étant le Lot No 4 du plan de Jos. Fellows, levé par Wm. Shannon, en date du 2 février 1852, et enregistré dans l'Etude de Wm. Shannon, ancien notaire, sous le No 1 du Registre de Plans, lequel lot est borné par la rue Prieur, la ruelle réunie la ligne du côté opposé qui forme un triangle.

Le susdit lot de terre désigné par le lot sept, et mesurant trente-huit pieds de façade sur la rue Prieur sur cent pieds de profondeur entre lignes parallèles.

Ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, consistant en un cottage de deux portes numéros 47 et 49 de la rue Palmyre, et avec tous les droits, passages et avantages qui s'y trouvent ou qui en pourront ci-après valoir.

Etant la même propriété acquise par la défenderesse, par acte de Mlle M. J. Cunningham, par acte passé devant B. Rouen, notaire, le 16 février 1886.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant sur les lieux.

CHAS. W. DROWN,
Shérif Civil de la paroisse d'Orléans.

24 fév—24—5 10 17 24 29 mars

**Vente de propriétés améliorée rue Troisième, entre Claiborne et Willow, nombre de pieds sur la rue en arrière étant la rue Quatrième.**

**Eureka Homestead Société vs M. et Mme Christian E. Painter.**

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 28,760.—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'encher publique, à la porte du Palais de Justice, No 421 rue Royale, entre Conti et St-Louis, en cette ville, le SAMEDI, 29 mars 1890, à midi, de la propriété ci-après décrite, à savoir :

Un certain terrain avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, consistant en un cottage de deux portes, numéros 47 et 49 de la rue Palmyre, et avec tous les droits, passages et avantages qui s'y trouvent ou qui en pourront ci-après valoir.

Etant la même propriété acquise par la défenderesse, par acte de Mlle M. J. Cunningham, par acte passé devant B. Rouen, notaire, le 16 février 1886.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant sur les lieux.

CHAS. W. DROWN,
Shérif Civil de la paroisse d'Orléans.

24 fév—24—5 10 17 24 29 mars

## ANNONCES JUDICIAIRES.

**VENTES PAR LE SHERIFF.**

**ANNONCE JUDICIAIRE.**

**Vente de propriété améliorée sous notre No 1951 rue Gallatine.**

**Jos F. Martinez vs Henry M. Mer cer et al.**

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA paroisse d'Orléans. No 22,122—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la susdite paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'encher publique, à la Bourse des Encanteurs, No 122 rue St-Charles entre Gravier et Commercial Place, dans le premier district de cette ville, le SAMEDI, 12 avril 1890, à midi, de la propriété ci-après décrite, à savoir :

Le terrain No A dans le carré d'lot borné par les rues Claiborne, Esplanade, Chemin du Bayou et Robertson, dans la Cinquième Division de la cité, et mesurant soixante-douze pieds sept pouces de façade rue Claiborne, dix-huit pieds trois pouces de profondeur du côté du côté du Chemin du Bayou, trente-deux pieds cinq pouces de profondeur du côté de la rue Esplanade, et dix-huit pieds quatre pouces de largeur sur la limite arrière reposant avec une maison en bois à un étage ayant deux chambres, salle, cuisine, etc. et portant le No municipal 2212 de la rue Claiborne.

Laquelle propriété fut acquise par la vente Robert J. Kerr, le 11 juin 1887, à une vente en exécution faite par F. Guinault, encanteur, dans l'affaire de Robert J. Kerr vs Robert Kerr, No 20,015 sur le dossier de la Cour Civile de District division A, pour la paroisse d'Orléans, pour $500, comptant, livre non enregistré.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant sur les lieux.

Shérif Civil de la Paroisse d'Orléans.

10 mars—10 17 24 31—avril 7 12

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans.—Je certifie par la présente de février 1890, jugement a été rendu dans l'affaire ci-dessus intitulée, dans les chiffres suivants, savoir :

Succession de Marie Yvorlière, épouse de Charles Bienvenu, vs son mari.

Sur motion de Martin Yvorlière, avocat de la demanderesse, et on fournissant à la cour des preuves à l'appui de la demande de la demanderesse, il est ordonné, adjugé et décrété que la demanderesse soit et elle est par le présent autorisée à poursuivre en son nom propre, et que le défendeur paie les frais.

Jugement rendu le 3 février 1890.

Jugement signé le 7 février 1890.

(Signé) H. H. RIGHTOR, Juge.

En foi de quoi j'ai signé la présente et y ai apposé le sceau de la Cour Civile de District, en la ville de la Nouvelle-Orléans, ce troisième jour de février de l'année de Notre Seigneur mil huit cent quatre-vingt-dix.

THE. BUISSON, Député Greffier.

12 fév—6f 26 f


Grand Tirage Mensuel, PAR L'ACADÉMIE DE MUSIQUE, NOUVELLE-ORLEANS, MARDI, 15 AVRIL 1890.

GROS LOT: $300,000

100,000 Billets à Vingt Dollars: Demi-Billet $10; Quart de Billet $5 00; Dixième de Billet $2 00; Vingtième de Billet $1 00.

LISTE DES LOTS:

| | | |
|---|---|---|
| 1 Lot de | $300,000, soit | $300,000 |
| 1 Lot de | 100,000..... | 100,000 |
| 1 Lot de | 50,000..... | 50,000 |
| 1 Lot de | 25,000..... | 25,000 |
| 2 Lots de | 10,000..... | 20,000 |
| 5 Lots de | 5,000..... | 25,000 |
| 25 Lots de | 1,000..... | 25,000 |
| 100 Lots de | 500 ..... | 50,000 |
| 200 Lots de | 300..... | 60,000 |
| 400 Lots de | 200..... | 100,000 |

PRIX D'APPROXIMATION:

| | | |
|---|---|---|
| 100 Lots de | $500, soit..... | $50,000 |
| 200 Lots de | $300, .. ..... | 60,000 |
| 400 Lots de | $200, .. ..... | 80,000 |

PRIX TERMINAUX.

| | | |
|---|---|---|
| 200 Lots de | $100, soit..... | $20,000 |
| 200 Lots de | $100, .. ..... | 20,000 |
| 3,134 Lots de | remboursement $..... | $1,084,000 |

Un demande des agents partout.

Pour les prix à payer par les Clubs, on pour tout renseignement que l'on voudrait avoir, s'adresser en toute confiance au soussigné. Votre écriture devra être distincte et la Signature lisible. Faire les mandats ou envois par exprès ou poste de la Poste en un pli sous enveloppe portant l'adresse en plein.

IMPORTANT.

Remises par Postal Notes, Express Money Order, ou Mandat de New York, dans des lettres enregistrées, doivent être adressées pour l'Express-

S'adresser à

M. A. DAUPHIN,
Nouvelle-Orléans, Lac,

Adresser vos lettres enregistrées comme suit :

Par poste à la

New Orleans National Bank,

New Orleans La.

RAPPELEZ VOUS que la présente est une des seules GARANTIES QUATRE FOIS PAR AN PAR LE GOUVERNEMENT DE LA NOUVELLE-ORLEANS, et que les billets sont signés par le Président et le Secrétaire de la Compagnie, dont les noms figurent sur le Chèque du Gouvernement, ce qui est une garantie suffisante pour engager les personnes intéressées à envoyer leurs ordres immédiatement. Souvenez-vous que le Chèque du Gouvernement ne manque jamais d'être payé à présentation. Ne vous laissez pas tromper par des imitations sans valeur. Ecrivez-nous pour renseignements. Les ordres seront remplis aussitôt que reçus.

Nouvelle-Orléans, 12 mars 1890.

(Signé) JOHN A. KING, Juge.

Pour copie conforme :

JAS D. RANKIN, Député Greffier.

15 mars—15 24—17 avril


## VENTES A L'ENCAN.

**PAR J. V. GOURDAIN.**

**Propriété du Deuxième District Centralement située.**

**La maison de résidence avec** devanture en briques, toiture en ardoises, portant le No municipal 146 de la rue Toulouse, entre Remparts et Bourgogne ; et une autre maison-cottage en bois à l'arrière, dans la cour de laquelle il y a une douzaine de figuiers en rapport.

**Egalement, un grand hangar** rue Toulouse, qui peut être utile à un menuisier ou à un débitant de fruits, d'huitres, de bois et de charbon ou de glace. La maison est en parfait état et est construite sur un terrain formant clé.

PAR J. V. GOURDAIN, Encanteur, Bureau 87 rue Bienville.—SAMEDI, 15 mars 1890, à midi, à la Bourse des Encanteurs, Nos 72 et 74 rue St-Charles à moins vendu à l'enchère publique, la propriété ci-après décrite :

Un certain terrain, ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, dans l'affaire ci-dessus, le terrain étant situé dans le Troisième District de cette ville, carré d'lot borné par les rues Toulouse, Bourgogne, Remparts, St-Louis, et mesurant (30) trente pieds de façade rue Toulouse, sur une profondeur de (150) cent cinquante pieds, plus ou moins.

Les améliorations consistent en une maison de résidence simple ayant trois chambres, un cottage simple en bois à l'arrière, ayant deux chambres et une galerie, servant de la rue Toulouse.

Conditions—Une moitié en plus comptant, et le balance (1/2) en billets garantis par lien de vendeur et hypothèque portant 8 0/0 d'intérêt, à partir de la date de la vente jusqu'à parfait paiement, ainsi que toutes les autres clauses usuelles de sécurité, transfert de la police d'assurance et 0/0 comptant en sus pour frais de procès. L'acquéreur devra faire un dépôt de 10 0/0 comptant sur les lieux du montant de l'adjudication qui sera payé à compte du prix de vente, le procès-verbal à la vente à l'enchère publique, sur les autres clauses ordinaires, le MERCREDI, 19 mars 1890, à midi, de la propriété ci-après décrite, à savoir :

Un lot de terre situé dans le premier district de cette ville, borné par la rue Prieur, le lot 11 et 12, mesurant 25 pieds de façade sur la rue Prieur sur une profondeur de 100 pieds entre lignes parallèles.

Les améliorations consistent en un joli cottage double avec 3 chambres et cuisine de chaque côté, eaves, lieux d'aisances, hangar, etc.

Plus un certain lot de terre avec les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, désigné par la lettre "B" mesurant 34 pieds 6 pouces de face à la rue du Lion sur une profondeur de 80 pieds entre lignes égales et parallèles.

Les améliorations consistent en un joli cottage double avec 3 chambres et cuisine de chaque côté, eaves, lieux d'aisances, hangar, etc.

Plus un certain lot de terre avec les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, désigné par la lettre "B" mesurant 34 pieds 6 pouces de face à la rue du Lion sur une profondeur de 80 pieds entre lignes égales et parallèles. Le dit lot a le droit d'usage en commun d'une allée de 3 pieds de largeur entre ce lot et le lot 11